



Cinquième rapport d'avancement sur la migration vers le SEPA en Belgique

**Steering Committee sur l'avenir des moyens de
paiement**

Groupe de travail SEPA

Juin 2013

Table des matières

1	Introduction	4
2	Le point sur le règlement concernant la date de fin pour la migration vers les domiciliations et virements européens	5
3	La communication sur SEPA	9
3.1	En Belgique	9
3.1.1	La Banque nationale	9
3.1.2	Le secteur financier	11
3.1.3	Les entreprises	12
3.1.4	Les consommateurs	12
3.2	En Europe	12
4	La migration vers le SEPA Credit Transfer (SCT) et le SEPA Direct Debit (SDD)	15
4.1	La migration vers le virement européen (SEPA Credit Transfer - SCT)	15
4.1.1	En Belgique	15
4.1.2	En Europe	16
4.2	La migration vers la domiciliation européenne (SEPA Direct Debit - SDD)	17
4.2.1	En Belgique	17
4.2.2	En Europe	20
4.2.3	Le mandat électronique	21
5	La gouvernance du projet	22
6	Le futur de SEPA	23
6.1	La révision de la directive sur les services de paiement	23
6.2	Règlement sur les frais d'interchange pour les transactions par cartes	23
6.3	La carte de paiement européenne	24
6.4	Innovations	24
7	Conclusions	26
	Annexe: Communiqué de presse ECOFIN	28

Tableaux

TABLEAU 1:	Dérogations par pays	7
TABLEAU 2:	Résumé des communications de la BNB	10
TABLEAU 3:	Résumé des communications de FEBELFIN	11
TABLEAU 4:	Résumé des communications de la BCE	13
TABLEAU 5:	Résumé des communications de l'EPC	14

Graphiques

GRAPHIQUE 1:	Virements au format SEPA (2008 - mars 2013)	15
GRAPHIQUE 2:	Virements au format SEPA (2008 - février 2013)	16
GRAPHIQUE 3:	Domiciliations nationales au format SEPA (juillet - mars 2013)	18
GRAPHIQUE 4:	Domiciliations SDD nationales et transfrontalières (octobre 2011 - mars 2013)	19
GRAPHIQUE 5:	Domiciliations au format SEPA (2009 - février 2013)	20

1 INTRODUCTION

Afin de limiter le temps de lecture, les messages-clés sont surlignés comme ici en gris.

Le présent rapport a été établi grâce aux apports des différents acteurs sociaux associés en Belgique au travail de transition vers le SEPA, le « Single Euro Payments Area » ou espace unique de paiement en euros¹. Il s'agit du cinquième rapport d'avancement, qui présente un aperçu de la progression du SEPA en Belgique.

La période comprise entre le présent rapport d'avancement et le précédent a été plus courte que pour les rapports précédents étant donné le rapprochement de la date de fin pour la migration vers les domiciliations et virements européens établie au 1^{er} février 2014. Il s'agit maintenant de suivre l'évolution de la migration de manière plus rapprochée encore.

Les objectifs du SEPA ont fait l'objet d'une description détaillée dans les rapports d'avancement précédents. Le but ultime du SEPA est de permettre à l'ensemble des acteurs économiques (entreprises, consommateurs et services publics) d'effectuer des paiements dans toute la zone SEPA, avec le même degré de facilité, de sécurité et d'efficacité que s'il s'agissait de paiements nationaux.

L'organisation du SEPA en Belgique a déjà été largement détaillée dans les rapports d'avancement précédents. Le "Steering Committee sur l'avenir des moyens de paiement" en est l'organe de concertation qui réunit tous les acteurs économiques (le secteur bancaire, les entreprises, les associations de consommateurs et les services publics) afin de veiller au bon suivi de la migration vers le SEPA. Présidé par le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), le Steering Committee rassemble toutes les parties concernées afin d'organiser le plus efficacement possible la transition vers le SEPA en Belgique. Le présent rapport d'avancement s'inscrit dans le cadre de cette mission.

Le chapitre 2 traite du cadre juridique du SEPA; il fait le point sur les implications pratiques du règlement sur une date de fin pour la migration et précise qu'aucune des dérogations proposées dans ce règlement ne devrait être demandée pour la Belgique.

Le chapitre 3 détaille les mesures en termes de communication prises par chacun des secteurs impliqués dans la migration, aux niveaux européen et belge. Ces initiatives visent à augmenter la visibilité du projet et son implication auprès de chacun des intervenants afin de s'assurer de la réalisation de la migration vers les instruments de paiement européens pour le 1^{er} février 2014 au plus tard.

Les évolutions des migrations belges vers la domiciliation et le virement européen sont décrites dans le quatrième chapitre tout en les comparant à la situation dans le reste de l'Europe.

Le cinquième chapitre se consacre à la future organisation de la gouvernance du projet en Europe. La révision des missions et objectifs du Conseil SEPA devrait être formulée par la Commission européenne au mois de juin de cette année.

Enfin, le dernier chapitre de ce rapport s'attardera aux développements futurs de SEPA, qu'ils émanent de nouvelles législations (révision de la directive sur les services de paiement et réglementation des commissions multilatérales de frais d'interchange) ou d'initiatives du marché telles que le paiement par téléphone mobile ou par internet.

¹ Les pays de la zone SEPA sont les États membres de l'Union européenne (UE) ainsi que l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège et la Suisse. Un certain nombre de territoires sont considérés comme faisant partie de l'UE (en vertu de l'article 299 du traité de Rome). Il s'agit des départements français d'outre-mer (Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion), de Gibraltar (Royaume-Uni), des Açores et de Madère (Portugal), des Îles Canaries (Espagne) et des Îles Åland (Finlande). Cinq de ces territoires possèdent un code pays ISO propre. Au total, 37 codes pays ISO sont donc possibles dans le SEPA. Une transaction ne relève du SEPA que si elle est effectuée entre deux banques dont le *Bank Identifier Code* (BIC) contient l'un de ces 37 codes pays ISO.

2 LE POINT SUR LE RÈGLEMENT CONCERNANT LA DATE DE FIN POUR LA MIGRATION VERS LES DOMICILIATIONS ET VIREMENTS EUROPÉENS

Le 14 mars 2012, le Parlement européen et le Conseil ont adopté le règlement n° 260/2012 établissant des exigences techniques et commerciales pour les virements et les prélèvements en euros (ci-après le Règlement). Il fixe une date commune, le 1er février 2014, à partir de laquelle les virements et domiciliations devront être exécutés conformément aux exigences techniques du règlement (répondant aux standards SEPA).

Bien que l'avancement de la migration vers les schémas européens de virement et de domiciliation diffère d'un État membre à l'autre, une date d'échéance commune, fixée à la fin d'une période appropriée de mise en œuvre, permettant à tous les processus requis d'avoir lieu, contribuera à une migration coordonnée, cohérente et intégrée vers le SEPA, et permettra d'éviter un SEPA à deux vitesses qui risquerait de créer la confusion chez les consommateurs et autres utilisateurs.

En conséquence, le Règlement a fixé une date commune, le **1^{er} février 2014**, à partir de laquelle les virements et domiciliations devront être exécutés conformément aux exigences techniques du règlement. Concrètement, les formats des domiciliations et virements nationaux devront être remplacés par les formats SEPA partout en Europe.

Le Règlement introduit principalement les éléments suivants :

- La date du **1^{er} février 2014 est établie comme date butoir** à laquelle les virements nationaux en euros et les schémas de domiciliations nationaux devront être remplacés par les virements européens (SEPA Credit Transfer - SCT) et les domiciliations européennes (SEPA Direct Debit - SDD).
- Le standard **ISO20022 XML** devra être utilisé comme format pour les messages dans l'environnement interbancaire et pour certains utilisateurs de services de paiement dans l'envoi ou la réception de fichiers de paiements.
- Le **Code Business Identifier Code (BIC)** : L'obligation pour l'utilisateur de services de paiement de mentionner le code BIC lorsqu'il initie un paiement est abandonnée.
- Les systèmes de paiement devront être **interopérables techniquement** grâce à l'utilisation de standards développés par des organismes de standardisation internationaux ou européens.
- Les prestataires de services de paiement exécutant des opérations de virement ou de domiciliation nationales devront être **accessibles** pour les mêmes opérations au format européen depuis n'importe quel autre pays de l'Union.
- Les **frais multilatéraux d'interchange (MIF)** disparaîtront progressivement pour les domiciliations, à l'exception de ceux comptabilisés pour les transactions de retour sous réserve de certaines conditions.
- Une série de **mesures complémentaires visant à la protection du consommateur** dans l'utilisation de la domiciliation sont prévues.
- Les mesures prévoyant **l'accessibilité des paiements** permettront à l'utilisateur de services de paiement de choisir le pays dans lequel il désire établir ses comptes de paiement.

A ce jour, aucun report ni aucune dérogation tels que prévus à l'article 16 du Règlement ne sont envisagés pour la Belgique. Tous les éléments repris ci-dessus seront mis en place pour le 1er février 2014 au plus tard. La communauté bancaire belge travaille déjà au plan de déphasage des virements et domiciliations nationaux.

Le Règlement prévoit, à l'article 16, une série de dispositions transitoires et de dérogations.

D'une manière générale, les dispositions transitoires concernent les pays dont la monnaie n'est pas l'euro mais qui proposent des services de paiement libellés en euros. Ces pays bénéficient d'un délai supplémentaire pour effectuer la migration vers les instruments de paiement SEPA, à savoir jusqu'au 1^{er} février 2016.

Le Règlement prévoit que les prestataires de services de paiement peuvent proposer des services de conversion aux consommateurs pour les opérations de paiement nationales, leur permettant de continuer d'utiliser le numéro BBAN au lieu de l'identifiant de compte IBAN et ce, jusqu'au 1^{er} février 2016. En Belgique, la communication de cet identifiant envers les utilisateurs de services de paiement s'intensifiera et la communauté bancaire belge est actuellement en train d'adapter progressivement les canaux de communication, tels que le e-banking ou phone-banking, afin de ne plus proposer que l'IBAN comme identifiant unique à partir du 1^{er} février 2014.

Il permet également aux Etats membres de prévoir la possibilité pour les utilisateurs de services de paiement de demander à postposer au 1^{er} février 2016 au plus tard leur obligation de d'utiliser les standards prescrits, à savoir la norme ISO 20022 XML, lorsqu'ils initient ou reçoivent des virements ou des domiciliations individuels regroupés en vue de leur transmission.

En Belgique, les prestataires de services de paiement accompagneront les utilisateurs dans les changements nécessaires afin qu'ils puissent se conformer à cette exigence sans retard. D'autre part, si un utilisateur de services de paiement en fait la demande, son prestataire lui fournira, dès le 1^{er} février 2014, les fichiers selon la nouvelle norme.

En ce qui concerne les produits "niche", c'est-à-dire les opérations de virement ou de domiciliation dont la part de marché représente moins de 10 % du nombre total d'opérations, les Etats membres peuvent les autoriser jusqu'au 1^{er} février 2016.

De même, les opérations de paiement engagées au moyen d'une carte au point de vente et entraînant une domiciliation peuvent faire l'objet d'un tel report.

En Belgique, aucun produit niche n'a été identifié et aucune opération de paiement du second type n'existe.

Une dérogation peut également être demandée pour ce qui concerne l'obligation d'utiliser les formats prescrits pour la transmission groupée d'ordres de paiement individuels par des utilisateurs autres que les consommateurs ou les micro-entreprises.

A ce jour, il n'existe en Belgique aucune demande en ce sens.

Enfin, les Etats membres peuvent reporter les exigences relatives à la communication du code BIC pour les opérations de paiement nationales. En d'autres mots, l'obligation de mentionner le code BIC par l'utilisateur des services de paiement peut perdurer jusqu'au 1^{er} février 2016.

Ici encore, la Belgique n'a communiqué aucune demande de dérogation auprès de la Commission. La future version des schémas interbancaires permettra de communiquer ou non ce code.

Les dérogations transmises à la Commission ont été relativement limitées. Un tableau récapitulatif est repris ci-dessous.

TABLEAU 1: Dérogations par pays

	AT	BE	CY	EE	FI	FR	DE	GR	IE	IT	LU	MT	NL	PL	SK	SI	ES
End dates																	
End date for credit transfers in euro area Member States earlier than 1 Feb.2014?	No	No	No	No	Yes	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	Yes	No
End date for direct debits in euro area Member States earlier than 1 Feb.2014?	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	No	Yes	No
Multilateral interchange fees for national direct debits until 1 Feb. 2017?	No	Yes		No	No	Yes	No	-	-	Yes	-	-	No	Yes	No	No	No
Conversion services and waivers																	
Are PSPs allowed to offer consumers conversion services to IBAN for national transactions until 1 Feb. 2016?	No	No	Yes	Yes	No	No	Yes	No	No	Yes	No	No	No	?	Yes	No	Yes
Is there a waiver until 1 Feb. 2016 for niche products?	Yes	No	Yes...	-	No	Yes	No	Yes	No	Yes	No	No	No	?	-	No	Yes
Is there a waiver until 1 Feb. 2016 for card payments resulting in a direct debit?	Yes	No	-	-	No	No	Yes	No	No	No	No	No	No	No	-	No	No
Is there a waiver until 1 Feb. 2016 for use of the ISO 20022 XML format for individual credit transfers or bundled direct debits in batches?	No	No	yes	Yes	No	No	No	Yes	No	Yes	No	No	No	?	Yes	No	Yes
Is there a waiver until 1 Feb. 2016 allowing continued use of the PSP's BIC for national credit transfers?	No	No	yes	No	No	No	No	Yes	Yes	No	No	Yes	No	?	No	No	No
Is there a waiver until 1 Feb. 2016 allowing continued use of the PSP's BIC for national direct debits?	No	No	yes	No	No	No	No	Yes	Yes	No	No	Yes	No	?	No	No	No

Le Règlement prévoit par ailleurs une série de mesures complémentaires dans l'utilisation des domiciliations visant à une plus grande protection du consommateur.

Le Rulebook établi par l'EPC² qui définit les standards interbancaires du SDD (SEPA Direct Debit) sera adapté afin de tenir compte des exigences supplémentaires apportées par le Règlement. En pratique, le payeur doit avoir le droit de donner instruction à son prestataire de services de paiement:

- de limiter l'encaissement des prélèvements à un certain montant, ou à une certaine périodicité, ou les deux;
- si un mandat au titre d'un schéma de paiement ne prévoit pas le droit au remboursement, de vérifier chaque opération de prélèvement ainsi que de vérifier, avant de débiter leur compte de paiement, que le montant et la périodicité de l'opération de prélèvement soumise correspond au montant et à la périodicité convenus dans le mandat, sur la base des informations relatives au mandat;
- de bloquer n'importe quel prélèvement sur leur compte de paiement ou de bloquer n'importe quel prélèvement initié par un ou plusieurs bénéficiaires spécifiés ("black list"), ou de n'autoriser que les prélèvements initiés par un ou plusieurs bénéficiaires spécifiés ("white list").

La communauté bancaire belge discute actuellement de la mise en place de ces exigences supplémentaires afin d'en offrir une version harmonisée dans sa mise en oeuvre au niveau national pour le 1^{er} février 2014 au plus tard.

Enfin, le Règlement prévoit la détermination des autorités compétentes au niveau national et des sanctions applicables en cas de violation de ses dispositions.

L'avant-projet de Loi visant l'exécution de ce Règlement, prévoit la détermination des autorités prudentielles et la mise en place d'une procédure de règlement de litiges à l'amiable.

Les dispositions du Règlement ne régiront pas seulement les conditions techniques nécessaires au prestataire de services de paiement pour l'exécution des ordres de paiement (virements et domiciliations) mais également les relations entre le prestataire de services de paiement et l'utilisateur de services de paiement. C'est pourquoi il est logique que le contrôle de la majorité des dispositions du Règlement soit de la responsabilité du SPF Economie.

Toutefois, un article du Règlement a trait à l'interopérabilité et impose des obligations à cet égard aux prestataires de services de paiement et aux opérateurs de systèmes de paiement de détail. Il est donc probable que la Banque nationale effectuera le contrôle de cet article.

² L'EPC est l'organe de décision et de coordination du secteur bancaire au niveau européen pour tout ce qui concerne les paiements.

3 LA COMMUNICATION SUR SEPA

La date de fin pour réaliser la migration vers les schémas européens de virement et de domiciliation se rapproche. L'attention de chaque participant dans ce processus se devait d'être éveillée et portée sur les investissements nécessaires restant à accomplir.

Le considérant 15 du Règlement insiste sur l'importance de la communication pour la migration vers les instruments de paiement, les domiciliations et les virements européens (SEPA):

"Il est indispensable que tous les acteurs, notamment les citoyens de l'Union, soient informés, de façon appropriée et dans un délai raisonnable, de manière à être pleinement préparés aux changements apportés par le SEPA. Par conséquent, les principales parties prenantes, telles que les prestataires de services de paiement, les administrations publiques et les banques centrales nationales, ainsi que les personnes effectuant régulièrement des paiements devraient mener de larges campagnes d'information spécialisées, proportionnelles aux besoins et adaptées à leur public si nécessaire, afin de sensibiliser le public et de préparer les citoyens à la migration vers le SEPA. Il y a lieu notamment de familiariser les citoyens à la migration du numéro BBAN au numéro IBAN. Les comités de coordination SEPA nationaux sont les mieux placés pour coordonner ces campagnes d'information."

En même temps, la publication du règlement européen fixant une date de fin pour la réalisation de la migration vers les domiciliations et virements européens en a permis une communication plus aisée et directe. C'est ainsi que fut mise en place une série de mesures visant à promouvoir ce projet, que ce soit au niveau européen ou national. Il reste aujourd'hui à évaluer la portée de ces initiatives auprès de chacun des acteurs concernés, et plus particulièrement auprès des petites et moyennes entreprises.

3.1 EN BELGIQUE

3.1.1 LA BANQUE NATIONALE

Dans son rôle de promoteur de la migration vers SEPA, la Banque nationale a intensifié l'organisation de réunions ciblées par type de participants afin de répondre au mieux à leurs questions spécifiques

En tant que président du Steering Committee sur l'avenir des moyens de paiement en Belgique, la Banque nationale de Belgique est chargée de suivre l'avancement du SEPA auprès des différentes parties prenantes et de veiller à une approche cohérente des efforts consentis en matière de communication. Une migration réussie vers le SEPA n'est possible que si tous les acteurs fournissent des efforts suffisants pour diffuser les informations sur le SEPA dans un délai raisonnable. C'est pourquoi, les différents acteurs doivent s'engager à fournir les efforts nécessaires en matière de communication afin d'informer à temps leurs contreparties.

Lors de la réunion précédente de ce Steering Committee, il avait été demandé à l'ensemble des institutions présentes de répondre à un petit questionnaire sur les actions prises en termes de communication sur SEPA et plus particulièrement concernant la date butoir pour la migration des virements et des domiciliations.

Les résultats de cette enquête témoignent de grandes disparités au sein même des différents types d'intervenants, que ce soient les administrations publiques, les consommateurs ou les entreprises financières et non financières. La question se pose actuellement de la nécessité d'entreprendre une action de communication de plus grande envergure qui soit concertée avec le secteur financier et public.

D'autre part, toujours dans son rôle de promoteur de la migration vers SEPA, la Banque nationale a intensifié l'organisation de réunions ciblées par type de participants afin de répondre au mieux à leurs questions spécifiques. Ces sessions d'information ont récemment abordé en priorité la migration vers la domiciliation européenne, plus complexe. Depuis le début de l'année, une première session d'information a été organisée en janvier, adressée aux quarante entreprises les plus grandes utilisatrices de la domiciliation. Une deuxième session ouverte jusqu'aux 150 entreprises suivantes s'est tenue en avril. Entretemps, une session spécifiquement adressée aux fournisseurs de solutions informatiques de gestion et de comptabilité (ERP) s'est tenue début avril. Toutes ces sessions ont fait l'objet de questions précises et d'une importante implication des sociétés invitées, montrant que la migration est en cours : les analyses préliminaires sont terminées et les premiers développements ont commencé. On peut ainsi s'attendre à une progression de la migration de la domiciliation nationale vers sa version européenne dans le courant du troisième trimestre de l'année.

Enfin, la Banque nationale a développé son site pour la partie concernant SEPA en offrant plusieurs outils de communication pouvant être réutilisés par les fédérations ou les entreprises individuellement et permettant ainsi de retransmettre l'information vers leurs membres et autres personnes en interne.

Le calendrier des initiatives de la Banque nationale relative la communication de SEPA est repris ci-dessous.

TABLEAU 2: Résumé des communications de la BNB

Sur SEPA page Systèmes de paiement: http://www.bnb.be/sepa/fr		
Sessions d'information	30/04/2013	Réunion d'information Big Billers
	15/04/2013	Réunion d'information ERP/IT-providers
	18/01/2013	Réunion d'information Big Billers
	18/10/2012	Réunion d'information Consommateurs
	08/06/2012	Réunion d'information ERP/IT-providers et accountants
	03/05/2012	Réunion d'information fédérations
Communiqués de presse	31/01/2013	Communiqué de presse: 1 an avant le démarrage
	13/09/2012	Communiqué de presse: 4ème rapport d'avancement sur la migration
Publications SDD	Fonctionnement et migration (présentation ppt) Description et procédure pour la migration (folder Febelfin) Brochure d'information Core Brochure d'information B2B	
Publications SDD	Etapas Brochure d'information	
Communication tools	One-pager: la migration en pratique Informations générales sur SEPA (présentation ppt) Cadre juridique du SEPA (présentation ppt) 4 Vidéos BCE	

3.1.2 LE SECTEUR FINANCIER

Les banques belges ont pris une série d'initiatives individuelles afin d'informer leurs clients externes et internes de l'impact et des changements induits par la migration vers SEPA, que ce soit par l'envoi de courriels, par la mise à jour de leurs sites de "home banking" ou encore par l'organisation de sessions d'information chez leurs clients et en interne.

En vertu de l'article 79 de la loi relative aux services de paiement régissant la validité des mandats de domiciliation DOM80 dans le cadre du schéma SDD, les établissements de paiement communiqueront individuellement les modifications dans la gestion des mandats au plus tard deux mois avant ledit changement. Une approche pragmatique pour répondre à cette exigence sera privilégiée.

D'autre part, Febelfin, la Fédération belge du secteur financier, a entrepris depuis 2008 de multiples actions en communiquant à ses membres, principalement les banques actives en Belgique, l'impact de la migration vers les instruments européens. Ces actions se sont également intensifiées depuis le début de l'année et ont pris la forme de folders résumant les points d'attention dans ces migrations, de brochures plus détaillées relatives aux formats et aux changements dans la gestion des flux d'instructions, et encore de sessions d'information directement adressées au secteur bancaire belge. Les banques ont alors pris une série d'initiatives individuelles afin d'informer leurs clients externes et internes, que ce soit par l'envoi de courriels, par la mise à jour de leurs sites de "home banking" ou encore par l'organisation de sessions d'information chez leurs clients et en interne.

Enfin, le 1^{er} février 2013, un an exactement avant la date butoir de la migration, le secteur financier, conjointement avec la Banque nationale, a publié un communiqué de presse adressé au grand public.

Les informations les plus pertinentes sont reprises dans le tableau ci-dessous:

TABLEAU 3: Résumé des communications de FEBELFIN

FEBELFIN - http://www.sepabelgium.be/fr	
Publications sur website	<p>31/01/2013: http://www.febelfin.be/fr/sepa-une-obligation-pour-le-1er-fevrier-2014-le-compte-a-rebours-est-lance</p> <p>Description et procédure de migration (folder Febelfin) - version 02/2013 http://www.sepabelgium.be/files/SDD-brochure-version-3-1-fev2013-fr_1.pdf</p> <p>Folder B2B http://www.sepabelgium.be/files/Folder-DOM-B&B-2013-FR_0.pdf</p> <p>Folder CORE http://www.sepabelgium.be/files/Folder-DOM-Core-2013-FR.pdf</p> <p>SEPA Direct Debits Return, Reject & Refund reason codes in CODA (éclaircissement à la brochure) http://www.sepabelgium.be/files/SDD-reason-codes-version-dec-2011-nl-fr.pdf</p> <p>SEPA SDD Schemes http://www.sepabelgium.be/files/Shortcut%20to%20the%20SEPA%20Direct%20Debit%20Schemes.pdf</p> <p>link au Rulebook http://www.europeanpaymentscouncil.eu/content.cfm?page=sepa_direct_debit_(sdd)</p>

3.1.3 LES ENTREPRISES

Certaines entreprises, au moment de leur migration vers les nouveaux instruments de paiement européens, ont pris l'initiative d'organiser de manière privée des actions de communication.

Ces actions s'adressent tant au personnel interne de l'entreprise qu'aux clients externes. Plus précisément, l'année passée, une importante société active dans le secteur de l'électricité avait envoyé à ses clients une information sous forme de folder imprimé joint à leur facture. Cette société avait également accompagné la Banque nationale lors d'une session d'information afin de présenter de manière pratique son expérience dans la migration vers la domiciliation européenne. Cette année c'est au tour d'un grand câblo-opérateur belge de prendre part aux sessions d'information organisées par la Banque nationale et d'organiser des sessions internes de formation afin de préparer son personnel au changement mis en oeuvre.

3.1.4 LES CONSOMMATEURS

Le règlement sur la date de fin comprend des modalités complémentaires visant à l'augmentation de la protection du consommateur dans l'utilisation de la domiciliation européenne. Les associations de consommateurs souhaitent en expliciter les pratiques.

Concernant les consommateurs, et les associations les représentant, le principal changement dans la migration vers SEPA concernait le passage du BBAN à l'IBAN. Test-Achats, principale association de représentation et d'information des consommateurs, en avait averti son public et ses membres au moyen d'une page internet consacrée à SEPA. Aujourd'hui cette modification est pratiquement connue de tous et ne demande plus d'effort de communication supplémentaire.

Toutefois, avec l'arrivée du règlement sur la date de fin et les modalités complémentaires visant à l'augmentation de la protection du consommateur dans l'utilisation de la domiciliation européenne, Test-Achats propose de détailler ces mesures et d'en examiner les mises en œuvre auprès des banques. La page internet sera prochainement mise à jour afin de tenir compte de ces derniers éléments et un article spécifique devrait prochainement être consacré dans leur revue.

3.2 EN EUROPE

Les différentes institutions à la tête du projet SEPA ont pris elles aussi un ensemble d'actions en termes de communication afin de s'assurer de la réalisation de la migration vers les instruments de paiement européens pour le 1er février 2014 au plus tard.

Tout récemment, ECOFIN³ a publié un communiqué de presse (voir annexe) faisant suite à sa réunion du 14 mai 2013 dans lequel il insiste à la fois sur l'imminence de la date pour réaliser la migration vers les domiciliations et virements européens et sur l'importance de la communication aux niveaux nationaux afin d'augmenter la connaissance du projet plus spécifiquement par les moyennes et petites entreprises ainsi que par les administrations publiques et locales. Dans le même communiqué de presse, ECOFIN invite les banques centrales nationales, les ministères des finances ainsi que les fédérations bancaires nationales à accroître leurs communications concernant SEPA au moyen notamment de la presse générale et professionnelle, de spots télévisés et radiophoniques. Ce communiqué de presse a été vivement soutenu par la BCE et la Commission européenne comme en témoigne l'envoi d'une lettre au président d'ECOFIN signée par messieurs Benoît Coeuré, membre du Comité de direction de la Banque centrale européenne et Michel Barnier, Commissaire européen en charge du marché intérieur et des services.

La Banque centrale européenne (BCE) publie ainsi un tableau reprenant toutes les spécificités aux migrations nationales des instruments de paiement domestiques (options, dérogations, ...) afin de

³ Conseil pour les Affaires économiques et Financières, formation du [Conseil de l'Union européenne](#) rassemblant les ministres des finances des [États membres](#).

faciliter la cohérence de la mise en œuvre de SEPA. Des commentaires qualitatifs et des références à des documents nationaux concernant la migration sont ajoutés au tableau général afin de faciliter l'accès à l'information plus détaillée. De plus, elle met à jour régulièrement les différentes initiatives nationales relatives à la communication sur le projet.

Enfin, la BCE publie régulièrement des statistiques de suivi de la migration vers la domiciliation et le virement européens. Récemment, elle a publié un premier rapport d'avancement sur la migration vers SEPA⁴ reprenant un ensemble de recommandations afin que la migration s'effectue sans risque pour le 1^{er} février 2014. On retrouve également dans ce rapport un tableau récapitulatif de l'état de la migration dans la zone SEPA par type d'instrument et par type d'intervenant. Ces tableaux reprenant trois couleurs pour symboliser l'état d'avancement dans la migration indiquent de manière claire que certains pays de la zone SEPA éprouvent quelques difficultés à rallier l'ensemble des différents secteurs, mais que pour la plupart, la migration sera effective au 1^{er} février 2014. Ce rapport d'avancement sera à nouveau publié dans le courant du mois de septembre.

TABLEAU 4: Résumé des communications de la BCE

ECB		
Migration SEPA	28/03/2013	Qualitative SEPA indicators per country on preparedness
	21/03/2013	Eurosystem's first SEPA migration report → Press release
Speeches by Benoît Coeuré	15/04/2013	Harmonising cashless payments: the SEPA experience
	21/11/2012	SEPA migration, innovation and change
	15/11/2012	The euro as a trusted means of payment

Depuis la fin de l'année passée, un groupe de travail spécifique à la communication sur SEPA, auquel participent une quinzaine de banques centrales nationales, se réunit régulièrement afin de partager leurs expériences respectives. Dans l'ensemble des pays de la zone SEPA des actions de communication sont entreprises à des niveaux divers afin d'augmenter la prise de conscience de SEPA et de son caractère définitif et ultime au 1^{er} février 2014. Ces actions ont pris la forme de spots télévisés ou radios, d'enquêtes auprès des consommateurs ou encore de roadshows.

De manière très pratique, la BCE et l'EPC ont également publié sur leur site internet de petites vidéos informant de manière générale les objectifs et les principaux changements relatifs à la domiciliation et au virement européens.

L'EPC publie très régulièrement, comme le montre le tableau ci-dessous, des articles visant à la compréhension pratique de la migration vers SEPA pour l'ensemble des utilisateurs et prestataires de services de paiement.

⁴ <http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/sepamigrationreport201303en.pdf>

TABLEAU 5: Résumé des communications de l'EPC

EPC - http://www.europeanpaymentscouncil.eu/content.cfm?page=sepa_credit_transfer - http://www.europeanpaymentscouncil.eu/content.cfm?page=sepa_direct_debit_(sdd)	
04-04-13	Late Movers: Learn to Love SEPA. There are Ten Months Left to Meet the 1 February 2014 Migration Deadline Mandated by European Union Law
07-03-13	The Long Road to Harmonisation: Transitional Arrangements in European Union Member States Permissible Under Regulation 260/2012 (the SEPA Regulation)
19-02-13	Get Ready for SEPA by 1 February 2014 and Get Inspired: Early Movers on the Demand Side Identify Best Practice – Part II (SEPA Direct Debit)
07-02-13	Get Ready for SEPA by 1 February 2014 and Get Inspired: Early Movers on the Demand Side Identify Best Practice – Part I
23-01-13	There is Only Plan A: Get Ready for SEPA in the Next Twelve Months in the Euro Area! Latest Data Shows Good Progress in the Corporate Sector Now Preparing for the 1.2.2014 Deadline
19-11-12	Is Your Local Corner Shop Ready for SEPA? Belgian Best Practice Shows How to Engage Small and Medium-Sized Enterprises in the Migration Process
25-10-12	To Anyone Who Has Not Yet Started the Process of Getting Ready for SEPA by 1.2.2014: Act Now!

4 LA MIGRATION VERS LE SEPA CREDIT TRANSFER (SCT) ET LE SEPA DIRECT DEBIT (SDD)

4.1 LA MIGRATION VERS LE VIREMENT EUROPÉEN (SEPA CREDIT TRANSFER - SCT)

4.1.1 EN BELGIQUE

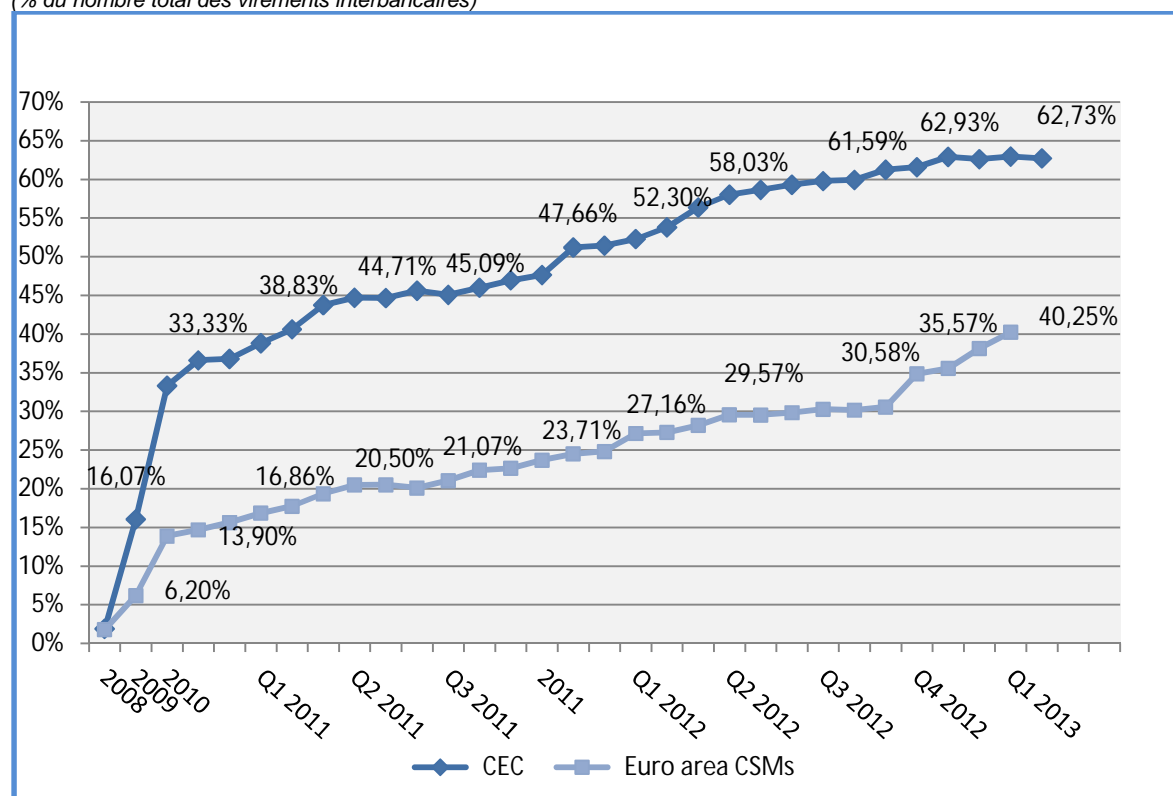
Le virement européen bénéficie en Belgique d'une part de marché de près de 63 %, bien plus élevée que dans la plupart des autres pays.

Les pouvoirs publics et les grands émetteurs de factures ont pour la plupart effectué la migration, ce qui n'est pas encore le cas d'un certain nombre de petites et moyennes entreprises.

A la suite des pouvoirs publics, la plupart des grands émetteurs de factures ont terminé la migration vers le virement SEPA au cours de l'année 2011 et accompagnent systématiquement leurs demandes de paiement d'un bulletin de virement européen.

GRAPHIQUE 1: Virements au format SEPA (2008 - mars 2013)

(% du nombre total des virements interbancaires)



Sources: Banque centrale européenne (BCE) et Centre d'échange et de compensation (CEC)

Le graphique ci-dessus compare les volumes de virements européens traités par le système de paiement de détail belge (le CEC) aux volumes agrégés traités par les principaux systèmes européens de paiement de détail au sein de la zone euro.

Si la migration est entamée depuis longtemps en Belgique, on notera cependant que celle-ci se tasse depuis le début de l'année 2013, stagnant aux alentours des 63 %.

Cette faiblesse dans l'évolution de la migration peut trouver sa cause dans plusieurs phénomènes. Une grande partie des entreprises actives sur le marché des logiciels intégrés de gestion et de comptabilité (ERP) ont adapté leurs produits afin de les rendre compatibles avec le SCT mais tous ne sont pas encore prêts et ne sont dès lors pas en mesure de proposer des solutions compatibles avec le virement SEPA à leurs clients. Par conséquent, ceux-ci doivent attendre pour effectuer les modifications internes nécessaires avant de pouvoir entamer leur propre migration vers le SCT. Parallèlement, les plus grosses entreprises ayant achevé leur migration vers le virement européen, il reste aujourd'hui à nombre de plus petites entreprises aux volumes moins importants à terminer leur migration.

4.1.2 EN EUROPE

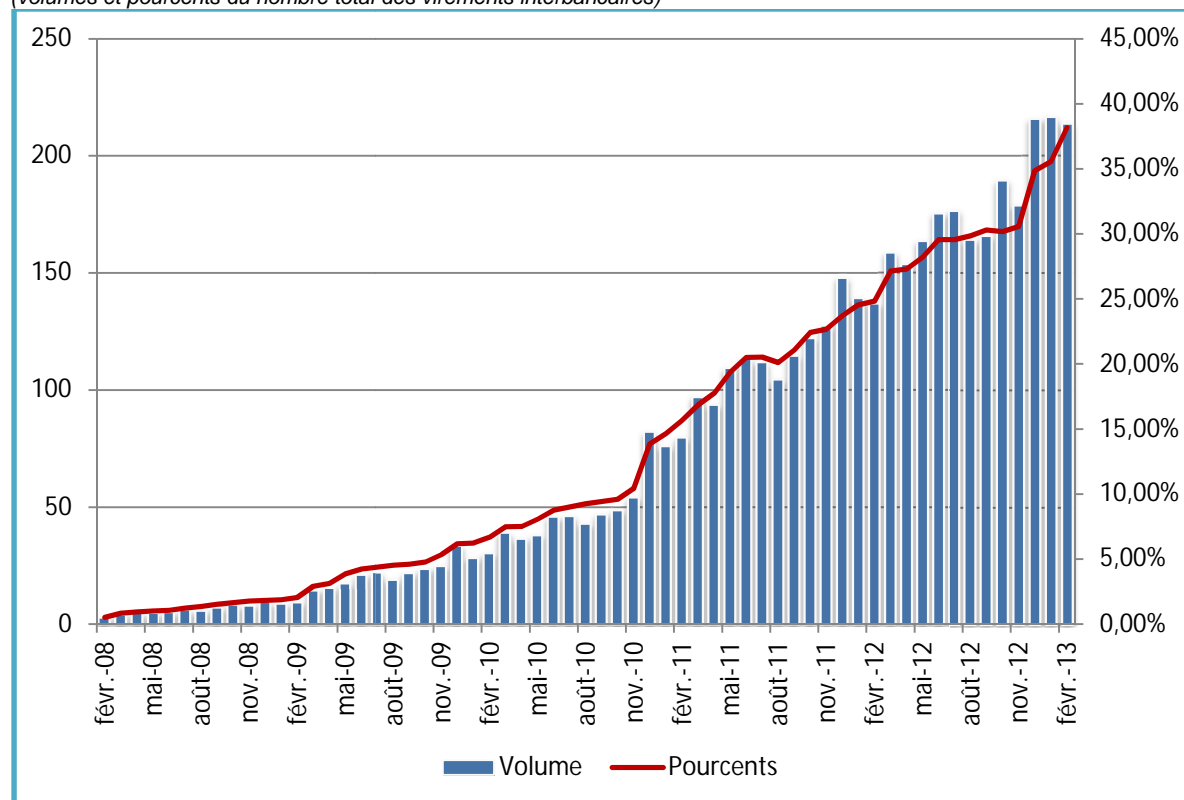
En Europe, malgré un départ très lent, la migration vers le virement européen a récemment pris un rythme plus soutenu. Cette évolution, entamée de manière significative à la fin de l'année 2010, grâce entre autres à la Belgique, connaît depuis ces six derniers mois une croissance nettement plus forte portant le taux de virements effectués selon les standards SEPA à près de 40 %.

La migration vers le SCT pour l'ensemble des pays de la zone SEPA a été très lente lors de son départ et est restée en-dessous des 10 % jusqu'à la fin de l'année 2010. A partir de ce moment, les premières migrations significatives ont pu être observées.

Depuis la fin de l'année passée, la progression a encore augmenté, reflétant l'échéance décidée par la Commission européenne en mars 2012 et l'intensification de la communication qui en suivi.

GRAPHIQUE 2: Virements au format SEPA (2008 - février 2013)

(volumes et pourcents du nombre total des virements interbancaires)



Source: Banque centrale européenne (BCE)

Pour l'ensemble des pays de la zone SEPA, la migration vers le virement européen ne semble pas être un souci majeur, le changement principal pour l'utilisateur résidant dans le changement de la référence unique, l'utilisation de l'IBAN en lieu et place de leur "ancien" numéro de compte. Pour les prestataires de services de paiement, la migration vers la norme ISO 20022 XML est terminée et les messages de paiement interbancaires sont maintenant conformes aux exigences du règlement européen.

En résumé, la migration vers le SCT prend de l'ampleur au niveau européen. Sa simplicité relative et sa similarité avec les virements nationaux déjà existants ont sans doute contribué à cette croissance. Cependant, la chaîne de traitement du virement européen ne sera complète que lorsque les banques auront adapté l'ensemble de leurs canaux de transmission aux spécificités SEPA et lorsque tous les utilisateurs de services de paiement auront adapté leur système ERP. En effet, si la conversion vers le format XML 20022 peut être offerte aux utilisateurs, elle peut toutefois compliquer les processus de réconciliation. Afin d'éviter ceci, la Banque centrale européenne recommande, dans son rapport d'avancement sur la migration vers SEPA, que les fournisseurs de services de paiement adaptent leur canaux de transmission et les rendent compatibles aux transactions SEPA le plus rapidement possible et au plus tard à la fin du second trimestre 2013.

4.2 LA MIGRATION VERS LA DOMICILIATION EUROPÉENNE (SEPA DIRECT DEBIT - SDD)

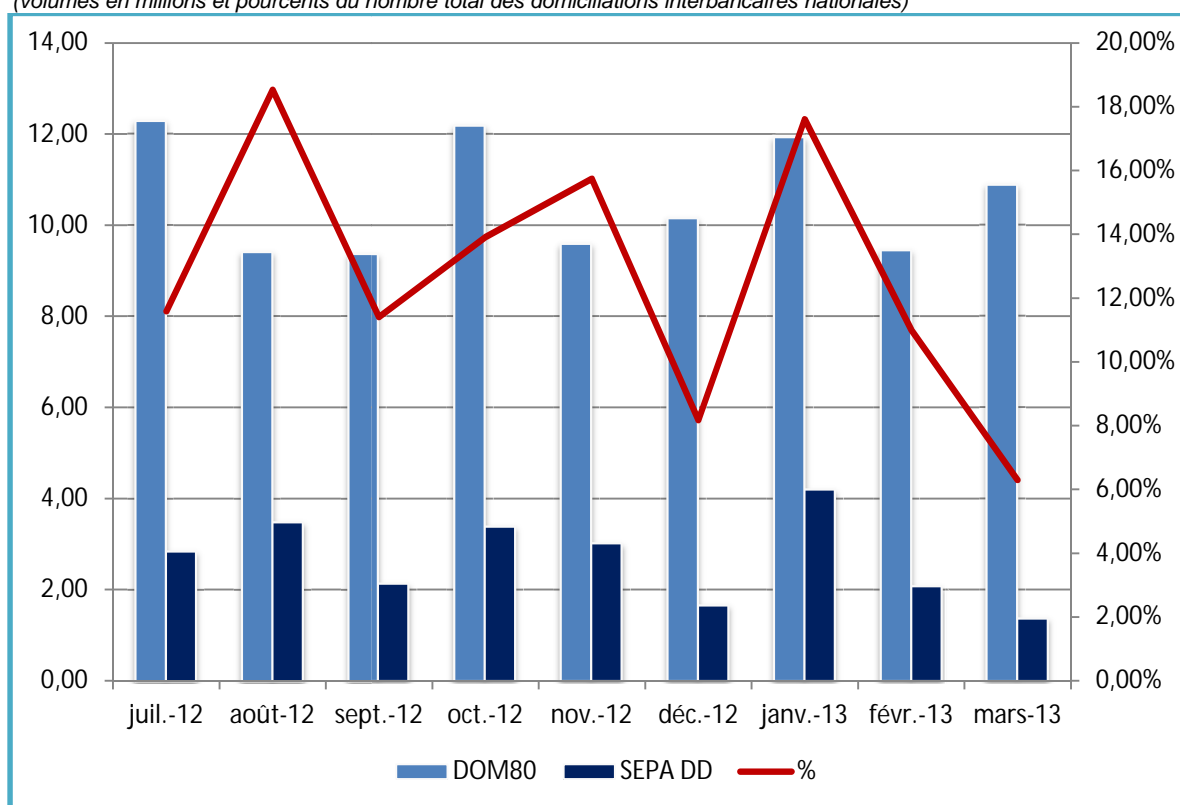
4.2.1 EN BELGIQUE

Après un lancement très lent de la domiciliation européenne, l'un des principaux créanciers en Belgique a opté, à la fin de 2011, pour la domiciliation européenne, ce qui a porté d'un seul coup la part de marché de la domiciliation européenne à un niveau variant entre 12 et 15 %.

Le 1^{er} novembre 2009, la domiciliation européenne était lancée, et, au cours des deux premières années, la migration est restée à un niveau très faible. Au milieu du mois de novembre de 2011, l'un des principaux créanciers en Belgique (une entreprise d'utilité publique opérant dans le secteur de l'énergie) a commencé à convertir les domiciliations nationales (DOM80) en domiciliations européennes. Un mois plus tard, à la mi-décembre, la conversion s'est terminée avec succès, et tous les clients ont migré sans encombre vers le format européen. Du fait de cette migration, 19 % de l'ensemble des domiciliations en Belgique étaient, en décembre 2011, effectuées en format SEPA. Dans le courant de 2012, ce chiffre a oscillé entre 6 et 19 %, variant en fonction du nombre de domiciliations encaissées par ce créancier. Aucune autre migration significative n'a été opérée depuis lors.

GRAPHIQUE 3: Domiciliations nationales au format SEPA (juillet - mars 2013)

(volumes en millions et pourcents du nombre total des domiciliations interbancaires nationales)



Sources: Banque centrale européenne (BCE) et Centre d'échange et de compensation (CEC)

Une difficulté importante dans la migration belge vers la domiciliation européenne est le transfert du mandat. La Banque nationale a mis en place un fichier central permettant son échange depuis la banque du client vers le créancier.

Dans le régime de la domiciliation nationale, les mandats étaient tenus et gérés par la banque du client débiteur. Dans le schéma SDD, la gestion et l'archivage des mandats doivent être effectués par le créancier. Toutefois, cette migration reste totalement transparente pour le client et ses droits, existant dans la domiciliation nationale, restent préservés. Afin de faciliter le transfert de l'ensemble des mandats DOM et d'assurer leur continuité sous le schéma européen sans devoir exiger la signature de millions de nouveaux mandats, la Banque nationale a mis en place un fichier central des mandats. Ce fichier est alimenté par les banques des clients débiteurs, les nouveaux référentiels y sont adjoints (IBAN et BIC) et les banques des fournisseurs peuvent alors décharger les données des mandats et les transmettre à leur client. Sur base de ce fichier, nous observons qu'aujourd'hui 15 plus petites entreprises ont terminé leur migration vers SDD et que 66 autres ont également demandé de ne plus ouvrir de mandats DOM80 mais de ne travailler exclusivement qu'avec de nouveaux mandats SDD, étant donné que ces entreprises sont au milieu du processus de migration.

Les entreprises ont entamé en début d'année leurs processus d'analyse et de développement et leur migration effective est prévue pour le second semestre 2013. Cependant, un nombre important d'entreprises actives sur le marché des logiciels intégrés de gestion et de comptabilité (ERP) doit encore adapter ses produits afin de les rendre compatibles avec les nouveaux standards du SDD.

De grandes entreprises ont entamé début de cette année leurs processus d'analyse et de développement afin d'effectuer cette migration. Le processus étant complexe, la plupart de ces grandes entreprises effectueront leur migration dans le courant du 3^{ème} trimestre de cette année. On peut dès lors s'attendre à de nouvelles évolutions dans les taux de migration.

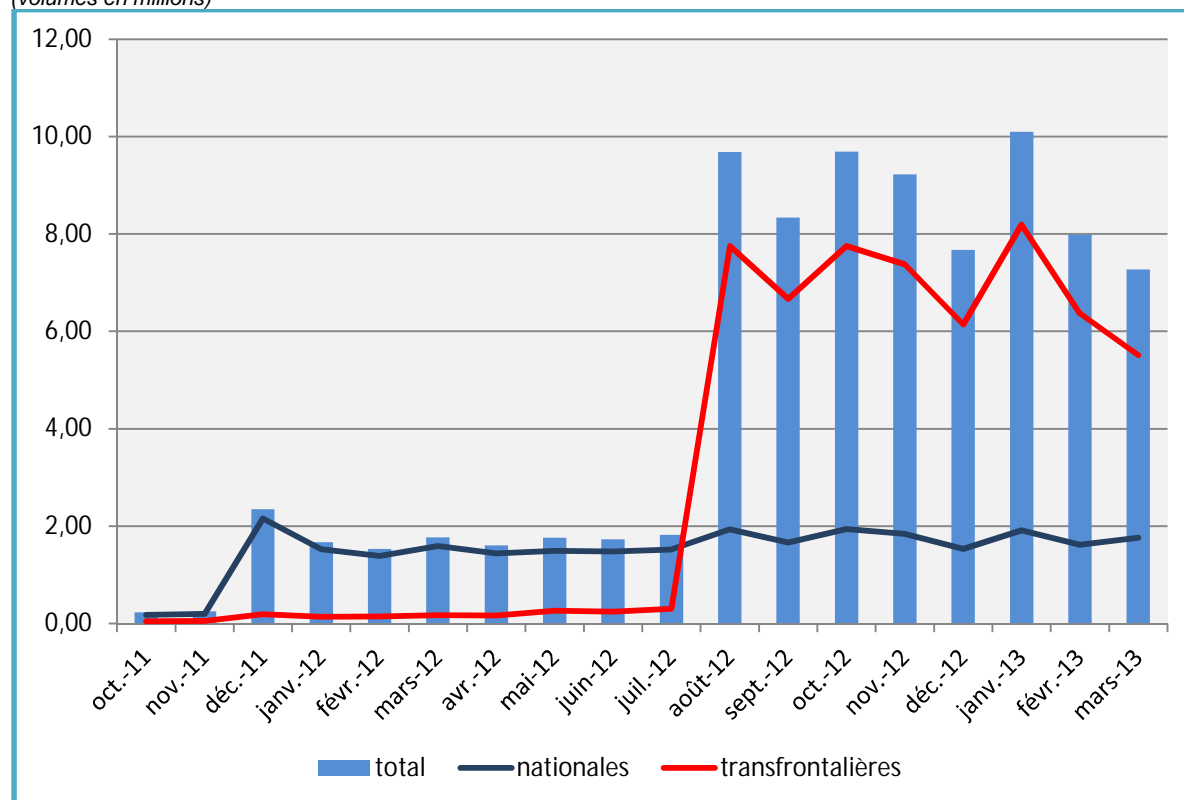
Concernant plus précisément les fournisseurs de solutions informatiques de gestion, une enquête de grande échelle est actuellement menée afin de déterminer plus précisément l'état d'avancement dans leur migration vers la domiciliation européenne et d'identifier les besoins qui restent à combler afin de faciliter l'intégration de ces changements dans leurs solutions informatiques déjà utilisées par les entreprises.

Lorsqu'on observe la répartition des domiciliations encaissées par les créanciers belges selon leur destination, belges ou transfrontalières, on voit clairement que la grande majorité (environ 80 %) des encaissements se fait par le débit d'un compte situé à l'étranger.

Ceci n'a été rendu possible que grâce à la mise en place de ce nouvel instrument de paiement qu'est la domiciliation européenne, et montre les possibilités réelles et concrètes offertes par SEPA. Il ne s'agit en effet pas de migration de domiciliations existantes mais bien de nouvelles opérations de débit résultant de nouveaux mandats SDD.

GRAPHIQUE 4: Domiciliations SDD nationales et transfrontalières (octobre 2011 - mars 2013)

(volumes en millions)



Source: EBA Clearing (estimations pour août-septembre 2012)

Enfin, concernant la répartition belge entre les deux schémas SDD Core et SDD B2B, on observe en moyenne près de 90 000 transactions B2B enregistrées par mois sur plus de 1,8 millions de domiciliations européennes. Ce schéma, réservé aux non-consommateurs, n'existait pas auparavant et répond clairement à une certaine demande du marché. Plusieurs grandes entreprises (surtout dans le secteur pétrolier) ont migré vers le schéma B2B et encaissent depuis lors le paiement de leurs livraisons quotidiennes en format européen.

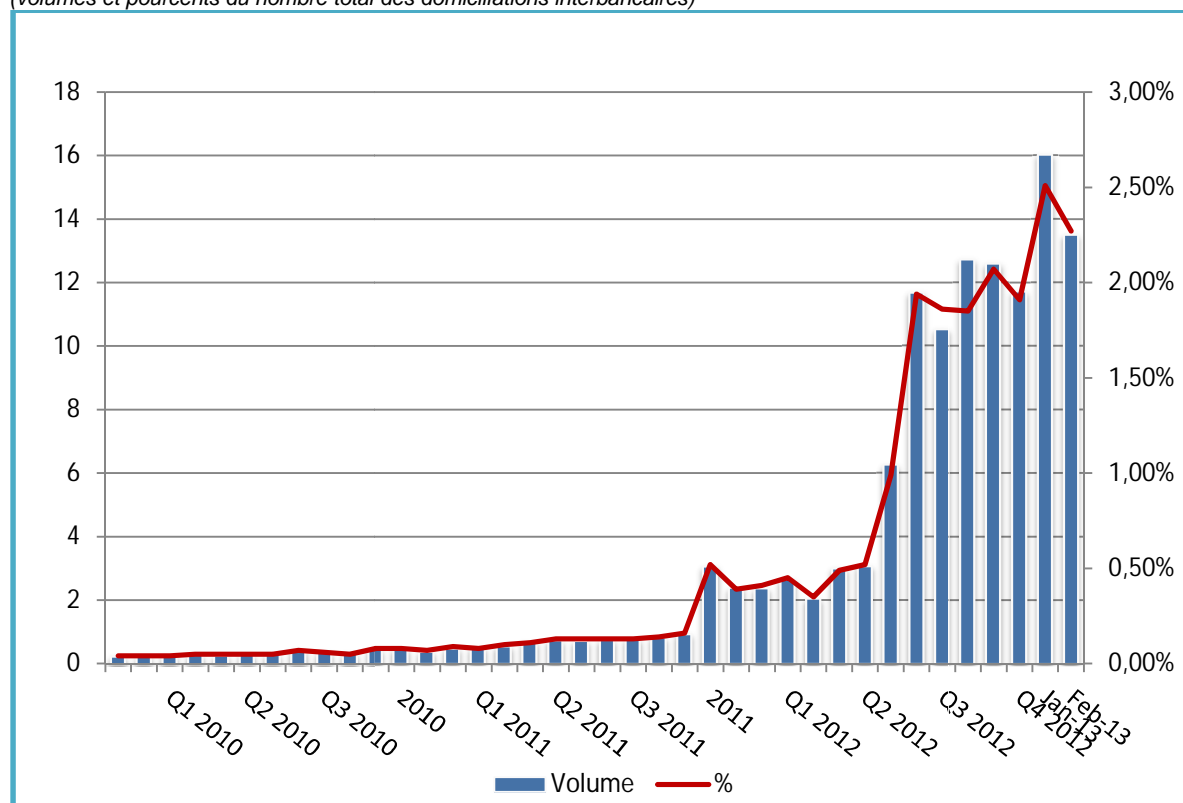
4.2.2 EN EUROPE

En Europe, la migration vers la domiciliation européenne est toujours hésitante. La Belgique est de loin le meilleur élève européen en ce qui concerne l'utilisation des domiciliations européennes grâce à la migration en novembre 2011 d'un des plus gros émetteurs de factures de Belgique.

En Europe, la migration vers la domiciliation européenne est toujours hésitante. Etant donné la popularité de la domiciliation dans certains pays, principalement l'Allemagne, l'Espagne, la France, les Pays-Bas et l'Autriche, et les développements importants nécessaires à cette migration, il apparaît nécessaire de prendre les mesures adéquates rapidement. En effet, une migration tardive pourrait endommager la réputation de ce nouveau schéma de paiement, processus qu'il serait difficile d'inverser par la suite. C'est pourquoi, la Banque centrale européenne, dans son rapport d'avancement sur la migration vers SEPA, insiste pour qu'une part significative des domiciliations nationales soit migrée avant la fin du troisième trimestre 2013. Afin de réaliser une avancée significative dans la migration, les fournisseurs de services de paiement doivent non seulement adapter leurs canaux de transmission mais également contribuer à la familiarisation de leurs clients, qu'ils soient débiteurs ou créanciers, avec les aspects techniques, commerciaux et légaux liés à la migration vers SDD.

GRAPHIQUE 5: Domiciliations au format SEPA (2009 - février 2013)

(volumes et pourcents du nombre total des domiciliations interbancaires)



Source: ECB

Dans le graphique ci-dessus, la hausse des chiffres en novembre 2011 marque l'entrée en jeu de l'un des plus grands émetteurs de factures de Belgique. Cette migration a évidemment un effet très réduit sur la part totale des domiciliations européennes dans le total des domiciliations en Europe, qui reste marginale à environ 0,5 %. Par la suite, c'est l'arrivée des domiciliations transfrontalières qui marque l'évolution du nombre de domiciliations exécutées au format SEPA. Il ressort des discussions entre représentants nationaux des différentes banques centrales que la migration vers

la domiciliation européenne devrait faire l'objet d'une croissance importante pour l'ensemble des pays au cours du second semestre de cette année.

4.2.3 LE MANDAT ÉLECTRONIQUE

Nombre d'entreprises belges attendent avec impatience la mise en place du mandat électronique afin de faciliter le traitement et l'archivage des données nécessaires à la domiciliation européenne.

Dans le schéma SDD, la gestion et l'archivage des mandats doivent être effectués par le créancier en lieu et place de la banque du client. La mise en oeuvre du mandat électronique devrait leur faciliter ces tâches, nouvelles pour les entreprises. Conscientes de ce besoin, les banques belges et l'EPC sont en train de poser les bases nécessaires au fonctionnement correct de ce schéma, que ce soit au niveau opérationnel ou juridique.

Au sein de Febelfin, la Fédération belge du secteur bancaire, un groupe de travail a ainsi été constitué afin d'examiner les solutions qui pourraient répondre au mieux aux attentes des entreprises. Les conclusions en sont attendues prochainement.

Au niveau européen, l'EPC effectue un travail semblable afin d'établir un modèle de mandat électronique qui corresponde aux besoins du marché.

5 LA GOUVERNANCE DU PROJET

Tel qu'établi actuellement, le Conseil SEPA est le plus haut organe au niveau européen qui suit la transition vers le SEPA. La révision de ses missions et objectifs devrait être formulée par la Commission européenne au mois de juin de cette année.

Jusqu'à présent, c'est le Conseil SEPA qui accompagne la migration vers le SEPA au niveau européen. Il travaille sous la présidence de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Commission européenne. L'un des objectifs de cet organe est de veiller à ce que l'ensemble des acteurs en Europe soient associés au processus.

Cependant, les membres du Conseil SEPA se concertent actuellement sur la nécessité d'adapter leur mandat de travail. En effet, celui-ci se limitait à promouvoir la réalisation du SEPA en réunissant les plus hautes instances des parties concernées et en recherchant un consensus pour les étapes suivantes de la transition vers le SEPA.

Le Conseil SEPA devrait être renommé en "Conseil européen sur les paiements de détail" reflétant par là une mission plus large que celle définie aujourd'hui. À l'avenir, le Conseil SEPA exercerait davantage un rôle de pilotage et prendrait des décisions stratégiques au niveau de pouvoir le plus élevé en réconciliant les positions de chacun. Un deuxième niveau serait créé qui comprendrait des groupes spécifiques de participants qui travailleraient sur des questions précises. L'accent serait porté sur une approche de coopération avec les participants du marché en priorité, la Commission européenne et l'Eurosystème tenant le rôle de conseils dans les directions à prendre. L'EPC, en qualité de propriétaire des schémas SCT et SDD, serait en charge de leur gestion et de leur mise à jour.

La Commission européenne devrait, en même temps que les publications de la révision de la directive sur les services de paiement et du règlement sur les frais d'interchange pour les transactions par cartes, publier ses projets concernant cette nouvelle gouvernance.

Si ce futur Conseil européen sur les paiements de détail exerce une fonction de décideur stratégique au niveau européen, il n'en reste pas moins que l'expertise, la connaissance et les contacts avec les différents acteurs continue à se faire aux niveaux nationaux. C'est pourquoi dans chaque pays de la zone SEPA des entités responsables de la concertation sociétale ont rapidement été mises en place favorisant ainsi l'échange d'information entre le niveau européen et les niveaux nationaux. C'est au sein de ces 'SEPA Programme Management Office' que sont organisées les discussions relatives aux questions stratégiques en termes de paiements de détail et plus précisément jusqu'à présent en termes de migration vers SEPA. A l'image de l'évolution européenne, ces entités devraient prochainement prendre une orientation plus large et voir leurs mandats s'ouvrir à des domaines de réflexion plus larges tels que le développement des innovations en matière de paiements de petits montants, la standardisation des instructions de paiement par carte, etc.

6 LE FUTUR DE SEPA

6.1 LA RÉVISION DE LA DIRECTIVE SUR LES SERVICES DE PAIEMENT

L'objectif de la directive sur les services de paiement⁵ est l'harmonisation complète du marché des paiements. Étant donné l'évolution de ce dernier, la Commission européenne publiera, conjointement à son projet de nouvelle gouvernance, une proposition de révision de cette directive.

Plusieurs pistes sont actuellement suivies dans l'élaboration de cette révision, les principales en étant les suivantes :

Afin de limiter au maximum les différences pouvant exister dans le traitement des différents paiements, la Commission propose d'étendre le champ d'application de la directive sur les services de paiement aux paiements dont seule une partie de la transaction est effectuée en euros ("one-leg"), c'est-à-dire les paiements effectués entre le marché unique en euros et le reste du monde.

Il existe actuellement une directive européenne réglant les transactions effectuées en monnaie électronique ("e-money directive"). Il apparaît qu'elle pourrait être aisément intégrée dans la directive sur les services de paiement et permettre d'en harmoniser les concepts de manière plus complète.

Suite à l'évolution des transactions et des moyens pour effectuer les paiements, la question de l'accès aux comptes bancaires, par l'intermédiaire d'internet pour effectuer ses transactions bancaires par exemple, se pose notamment en termes de sécurité mais également en termes d'information, de respect de la vie privée et de protection des données, et de responsabilité. Le projet de révision de la directive comprend ainsi l'incorporation de certaines règles pour accéder aux comptes de paiement, ou de certaines règles de sécurité prévalant pour les paiements, et plus spécifiquement pour les paiements effectués sur internet, par cartes ou sur un site offert par un prestataire de services de paiement.

Le travail d'analyse externe a été finalisé en février de cette année. Au mois d'avril, les consultations internes à la Commission ont été organisées et le travail de traduction a été entamé. La proposition de révision de cette directive révisée est attendue pour le mois de juillet de cette année mais devra ensuite faire l'objet de discussions afin de rendre efficace l'harmonisation ainsi proposée pour pouvoir finalement être approuvée par le Parlement européen et le Conseil.

6.2 RÈGLEMENT SUR LES FRAIS D'INTERCHANGE POUR LES TRANSACTIONS PAR CARTES

En même temps que sera publiée la proposition de révision de la directive sur les moyens de paiement, la Commission proposera un nouveau règlement afin de légiférer en matière de frais d'interchange pour les transactions par cartes.

Avec la définition de règles claires sur ces frais d'interchange, et par conséquent, la levée des incertitudes quant à l'opportunité de l'investissement nécessaire, la Commission européenne espère favoriser l'émergence d'un schéma de cartes européen concurrentiel aux schémas internationaux existants. En effet, depuis le lancement du projet SEPA, les autorités européennes

⁵ Transposée en droit belge dans la loi du 10 décembre 2009 relative aux services de paiement et dans la loi du 21 décembre 2009 relative au statut des établissements de paiement, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement et à l'accès aux systèmes de paiement.

ont avancé l'idée que le processus de migration vers SEPA mènerait à l'émergence d'un schéma de cartes de paiement européen. Mais dans les faits et bien que le marché des cartes de paiement soit suffisamment large pour qu'une compétition plus importante s'y opère, il n'y a eu que peu de progrès dans ce domaine.

Ce règlement, ainsi que la révision de la directive sur les services de paiement, ont été identifiés comme prioritaires lors de la communication qui accompagnait la publication du Single Market Act II en octobre 2012.

6.3 LA CARTE DE PAIEMENT EUROPÉENNE

Hormis les travaux de la Commission européenne en termes de réglementation relative aux frais d'interchange pour les transactions par cartes, les institutions européennes espèrent qu'une harmonisation des règles de certification, des standards utilisés et des services offerts pourra être réalisée par le marché.

En ce qui concerne les règles de certification, une certaine harmonisation apparaît au sein de la zone SEPA. Les règles de ces certifications pour les cartes et les terminaux semblent s'aligner tant au niveau du contenu de la certification qu'au niveau de l'agrément des organismes qui les effectuent.

Si le marché utilise encore les standards de communication différents de ceux préconisés pour le SEPA répondant aux normes ISO20022, il se dirige toutefois inéluctablement vers l'utilisation des standards XML correspondants. Mais les développements nécessaires pour effectuer cette migration sont importants et complexes et ne pourront être effectués qu'après une analyse approfondie du projet par les différentes parties impliquées.

Enfin, en ce qui concerne les services offerts par les cartes pour effectuer un paiement, une certaine standardisation s'opère également. Il ne s'agit ici que de services "de base" qui n'impactent pas les niveaux de détails plus avancés.

6.4 INNOVATIONS

SEPA ne s'arrêtera pas avec la migration des domiciliations et virements vers leurs équivalents européens. L'évolution vers un marché des paiements européen de plus en plus intégré et toujours innovant continuera à être suivie et stimulée, aux niveaux européen et nationaux.

C'est la raison pour laquelle la Commission européenne a également réalisé au début de l'année passée une consultation spécifique concernant les « nouveaux » moyens de paiement.

La Commission travaille ainsi à établir les attentes et besoins des différents acteurs dans le marché des paiements pour ce qui concerne le futur du SEPA, les paiements par carte, par internet et par téléphone mobile.

Le constat d'une proportion toujours croissante des paiements en ligne (e-payments) et des paiements par téléphone mobile (m-payments), et surtout la généralisation des smart phones transforme le paysage des paiements et conduit à l'apparition de nouvelles applications de paiement, comme par exemple les porte-monnaie électroniques ou les applications de paiement chargées sur téléphone. L'idée de la Commission européenne est ici d'évaluer la mesure dans laquelle les instruments de paiement SEPA pourraient servir de base à des innovations plus intégrées et plus sûres dans le domaine des paiements.

Les réponses à cette consultation, terminée en avril 2012, ont été publiées et sont accessibles sur internet⁶. Les premiers résumés sont attendus prochainement et permettront d'établir les priorités dans les futures discussions et les orientations à prendre en matière de paiements de détail.

⁶ http://ec.europa.eu/internal_market/payments/cim/index_en.htm

7 CONCLUSIONS

La migration des virements et des domiciliations nationaux vers leurs versions européennes SEPA doit être réalisée pour le 1er février 2014.

La Belgique ne compte demander aucune dérogation. L'ensemble de la communauté bancaire belge offre les virements européens à sa clientèle depuis janvier 2008, et depuis novembre 2009 les domiciliations européennes dans leur version de base et, pour une grande partie de la communauté bancaire également dans leur version Business-to-Business.

Si la migration vers les virements européens stagne en Belgique aux alentours des 63 %, elle croît notablement pour l'ensemble des pays qui avaient pris un certain retard. Après un lancement très lent de la domiciliation européenne, l'un des principaux créanciers en Belgique a opté, à la fin de 2011, pour la domiciliation européenne, ce qui a porté d'un seul coup la part de marché de la domiciliation européenne à un niveau variant entre 12 et 15 %. De grandes entreprises ont entamé début de cette année leurs processus d'analyse et de développement afin d'effectuer cette migration. Le processus étant complexe, **la plupart de ces grandes entreprises effectueront leur migration vers la domiciliation européenne dans le courant du 3ème trimestre de cette année.** On peut dès lors s'attendre à de nouvelles évolutions dans les taux de migration. Cependant, un nombre important des entreprises actives sur le marché des logiciels intégrés de gestion et de comptabilité (ERP) doivent encore adapter leurs produits afin de les rendre compatibles avec les nouveaux standards du SDD.

Une série de mesures en termes de communication a été mise en place visant à augmenter la visibilité du projet et son implication auprès de chacun des intervenants.

La date de fin pour réaliser la migration vers les versions européennes du virement et de la domiciliation telle qu'établie par le règlement européen se rapprochant, l'attention de chaque participant dans ce processus se devait d'être éveillée et portée sur les investissements nécessaires restant à accomplir. En même temps, la publication du règlement européen fixant une date de fin pour la réalisation du projet SEPA en a permis une communication plus aisée et directe. C'est ainsi que fut mise en place une série de mesures en termes de communication visant à promouvoir ce projet, que ce soit au niveau européen ou national.

En Europe, on notera particulièrement la **publication par la Banque centrale européenne de son premier rapport d'avancement sur la migration vers SEPA** et la mise en place d'un groupe de travail spécifique dont le mandat est d'organiser la communication sur le projet par le partage et la diffusion des informations nationales. Et, tout récemment, ECOFIN a publié un communiqué de presse faisant suite à sa réunion du 14 mai 2014 dans lequel il insiste à la fois sur l'imminence de la date pour réaliser la migration vers les domiciliations et virements européens et sur l'importance de la communication aux niveaux nationaux afin d'augmenter la connaissance du projet plus spécifiquement par les moyennes et petites entreprises ainsi que par les administrations publiques et locales.

En Belgique, le secteur financier a encore intensifié sa communication envers sa clientèle.

Febelfin, la fédération belge des sociétés financières, a entrepris depuis 2008 de multiples actions en communiquant à ses membres, principalement les banques actives en Belgique, l'impact de la migration vers les instruments européens. Depuis lors, les banques ont pris une série d'initiatives individuelles afin d'informer leurs clients externes et internes, que ce soit par l'envoi de courriels, par la mise à jour de leurs sites de "home banking" ou encore par l'organisation de sessions d'information chez leurs clients et en interne.

D'autre part, dans son rôle de promoteur de la migration vers SEPA, **la Banque nationale a multiplié l'organisation de réunions ciblées par type de participants** afin de répondre au mieux à leurs questions spécifiques et a développé son site pour la partie concernant SEPA en offrant plusieurs outils de communication pouvant être réutilisés par les fédérations ou les entreprises individuellement et permettant ainsi de retransmettre l'information vers leurs membres et autres personnes en interne.

De plus, certaines entreprises, au moment de leur migration vers les nouveaux instruments de paiement européens, ont pris l'initiative d'organiser de manière privée des actions de communication.

L'arrivée du règlement sur la date de fin comprenant des modalités complémentaires visant à l'augmentation de la protection du consommateur dans l'utilisation de la domiciliation européenne, les représentants des consommateurs proposent de détailler ces mesures et d'en examiner les mises en œuvre auprès des banques. Un article spécifique devrait prochainement y être consacré dans leur revue.

Chacun des secteurs impliqués dans ce projet a maintenant pris un ensemble de décisions en termes de communication, individuelle ou sectorielle, afin de transmettre au mieux les éléments nécessaires au succès de la migration pour le 1^{er} février 2014. **Il reste aujourd'hui à évaluer la portée de ces initiatives auprès de chacun des acteurs concernés, et plus particulièrement auprès des petites et moyennes entreprises.**

La Commission européenne publiera prochainement son projet de révision de la gouvernance SEPA et étendra les missions du futur Conseil européen sur les paiements de détail.

Toujours dans l'optique de mieux accompagner les changements induits par la migration vers les domiciliations et virements SEPA mais également dans le cadre des défis liés à l'harmonisation plus complète des instruments de paiement de détail dans l'Union d'autre part, **la Commission européenne a pris l'initiative de revoir l'organisation de la gouvernance du projet.** Le Conseil SEPA devrait être renommé en "Conseil européen sur les paiements de détail" reflétant par là une mission plus large que celle définie aujourd'hui. À l'avenir, ce Conseil exercerait davantage un rôle de pilotage et prendrait des décisions stratégiques au niveau de pouvoir le plus élevé en réconciliant les positions de chacun. Un deuxième niveau serait créé qui comprendrait des groupes spécifiques de participants qui travailleraient sur des questions précises.

En effet, la date du 1^{er} février 2014 n'est pas l'aboutissement du projet SEPA. **La migration vers les domiciliations et virements européens n'est qu'une étape dans l'harmonisation des moyens de paiement de détail.** L'année passée, la Commission européenne a lancé ses premiers travaux pour une révision de la Directive sur les moyens de paiements afin de tenir compte entre autres, de certaines règles pour accéder aux comptes de paiement, ou de certaines règles de sécurité prévalant pour les paiements, et plus spécifiquement pour les paiements effectués sur internet, par cartes ou sur un site offert par un prestataire de services de paiement. D'autre part, la Commission européenne a également réalisé au début de l'année passée une consultation spécifique concernant les « nouveaux » moyens de paiement.

Si le 1^{er} février 2014 marque une étape dans l'harmonisation des moyens de paiement, l'évolution vers un marché des paiements européen de plus en plus intégré et toujours innovant continue à être suivie et stimulée, aux niveaux européen et nationaux.

ANNEXE: COMMUNIQUÉ DE PRESSE ECOFIN



CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE



Conclusions du Conseil sur SEPA (espace unique de paiements en euros)

*3238ème Conseil AFFAIRES ECONOMIQUES et FINANCIERES
Bruxelles, 14 mai 2013*

Le Conseil a adopté les conclusions suivantes:

"Le Conseil:

1. RÉAFFIRME qu'il souscrit à l'objectif de l'espace unique de paiements en euros (SEPA), qui est de parvenir à un marché intérieur intégré, concurrentiel et innovant des services de paiement de détail en euros au sein de l'UE, où il n'existe aucune différence entre les paiements transfrontières et les paiements nationaux en euros.
2. SE FÉLICITE de l'entrée en vigueur effective, le 31 mars 2012, du règlement (UE) n° 260/2012, qui fixe une date butoir pour la migration de schémas de virements et de prélèvements nationaux vers des schémas de virements SEPA et de prélèvements SEPA harmonisés, d'ici le 1^{er} février 2014, pour les paiements en euros dans les États membres de la zone euro; et CONFIRME qu'il s'agit d'une étape importante sur la voie d'un marché réellement intégré des paiements de détail en euros.
3. REGRETTE que la migration vers le SEPA qui est en cours dans les États membres soit, à quelques exceptions près, loin d'être achevée (comme l'indique un rapport récent de la Banque centrale européenne). CONSTATE que, de tous les participants au SEPA, les PME, les administrations publiques de petite taille et les autorités locales sont les moins au fait de la migration vers le SEPA et les moins bien préparées à la migration effective; et NOTE que certaines parties prenantes semblent prévoir une migration tardive vers le SEPA et pourraient dès lors être exposées à des risques opérationnels excessifs perturbant le traitement des paiements.

P R E S S E

4. SOULIGNE que la date butoir pour la migration vers les virements et les prélèvements SEPA approche à grands pas et que tous les acteurs du marché doivent immédiatement prendre des mesures pour achever la migration vers le SEPA dans les États membres de la zone euro d'ici le 1^{er} février 2014, le cas échéant; INSISTE sur le fait qu'il est nécessaire que tous les acteurs du marché dans les États membres de la zone euro respectent pleinement les dispositions du règlement (UE) n° 260/2012; et MET L'ACCENT sur le fait que les autorités compétentes devraient coopérer activement, aux niveaux national et international, pour garantir à un respect effectif et harmonisé de ce règlement.
5. SOULIGNE que les utilisateurs finaux tels que les grands émetteurs de factures ("big billers"), les PME et les administrations publiques ont leurs propres responsabilités à assumer pour garantir la migration vers le SEPA. INSISTE sur le fait que tous les ordres de paiement qui ne sont pas transmis dans le format requis par le règlement (UE) n° 260/2012 après le 1^{er} février 2014 pourraient ne pas être traités par l'ensemble des prestataires de services de paiement des États membres de la zone euro, ce qui se traduirait normalement par l'imposition de sanctions; et INVITE les commerçants, les entreprises, les PME et les administrations publiques à prendre immédiatement, en interne, les mesures concrètes qui s'imposent pour se préparer au SEPA en adaptant leurs systèmes d'information en conséquence et en communiquant leurs coordonnées IBAN lorsqu'ils facturent leurs clients, le cas échéant.
6. INVITE tous les États membres à renforcer considérablement leurs actions de communication, essentiellement au niveau national, afin de combler les lacunes existantes en matière d'information du public, en particulier à l'égard des PME, des administrations publiques de petite taille et des autorités locales; INVITE les banques centrales nationales, les ministères des finances et d'autres autorités compétentes, les fédérations bancaires nationales et les différentes banques des États membres de la zone euro à intensifier leurs activités de communication concernant la migration vers le SEPA avant l'été 2013 en utilisant l'ensemble des canaux médiatiques appropriés, par exemple la presse généraliste, la presse spécialisée, l'affichage publicitaire, la radio ou la télévision, dans le cas où de telles activités n'ont pas encore été lancées. INVITE la Commission européenne et la Banque centrale européenne à fournir conseils et assistance, dans toute la mesure de leurs moyens, afin de soutenir pleinement le processus de migration vers le SEPA et à demander aux membres du conseil SEPA d'intensifier leurs efforts de communication à l'égard des parties prenantes qu'ils représentent en ce qui concerne l'importance de respecter le délai fixé pour la migration vers le SEPA.
7. SOULIGNE qu'outre des campagnes d'information générale, il est extrêmement important de mener des actions concrètes et spécifiques de manière à ce que les informations parviennent effectivement aux participants au SEPA qui, à ce stade, n'ont pas connaissance de cet espace unique de paiements ou ne sont pas préparés à la migration vers celui-ci.
8. INVITE les banques et les autres prestataires de services de paiement à familiariser les utilisateurs finaux avec les questions techniques, commerciales et contractuelles liées à la migration vers le SEPA (par exemple, familiariser les consommateurs avec les caractéristiques nouvelles du SEPA, comme le code IBAN) et à leur fournir une aide importante afin de faciliter leurs efforts en matière de migration; et ENCOURAGE les banques à envoyer des lettres d'information individuelles à leurs clients, en particulier les entreprises - y compris les PME -, afin de mieux faire connaître le SEPA et d'expliquer les adaptations que requiert la migration vers celui-ci.

9. INVITE les chambres de commerce, les organisations professionnelles représentant par exemple les comptables, ainsi que les associations représentant des autorités locales ou des villes à informer leurs clients ou les parties prenantes au nom desquelles ils agissent et à leur fournir des renseignements précis concernant le SEPA."
-